



**Rapport du
1er Forum stratégique sur l'organisation et la négociation collective des syndicats
africains**

Thème :

**« Organisation et négociation collective : collaborer pour améliorer la défense et la
protection des droits des travailleurs et stimuler la régénération des syndicats »**

Rwanda, 3-4 octobre 2024

Slogan

« Renforcer le pouvoir des travailleurs africains de notre vivant »

Organisateurs du forum :
CSI-Afrique et FSI

Octobre 2024

Le Forum stratégique sur l'organisation et la négociation collective des syndicats africains s'est tenu à Kigali, au Rwanda, du 3 au 4 octobre 2024, sous le slogan « **Renforcer le pouvoir des travailleurs africains de notre vivant** », et a réuni 85 syndicalistes de 28 pays africains, dont la Belgique, la Turquie et l'Irlande.

Le forum s'est concentré sur le thème : Organisation et négociation collective : collaborer pour améliorer la défense et la protection des droits des travailleurs et stimuler la régénération des syndicats. Il a abordé le besoin crucial de renforcer le pouvoir et l'unité des travailleurs africains par l'organisation, la négociation collective et la promotion de la collaboration entre les syndicats et les organisations de la société civile (OSC).

Séance d'ouverture

La séance d'ouverture du 1er Forum stratégique sur l'organisation et la négociation collective des syndicats africains a débuté à 9h00 le 3 octobre 2024 à la salle de conférence de l'unité Sainte Famille à Kigali, au Rwanda.

Le premier intervenant, Keith Jacobs, coordinateur mondial des représentants du Forum syndical mondial africain d'UNI, a souligné le rôle vital que jouent les syndicats en tant que force la plus redoutable au sein des OSC, dans un contexte de défis sans précédent tels que des guerres insensées, des attaques contre le niveau de vie et l'insécurité de l'emploi. Il a souligné que les syndicats africains sont inégalement développés, avec une faible densité affaiblissant leur pouvoir dans la négociation collective. Jacobs a appelé à organiser les jeunes travailleurs en utilisant les médias sociaux et la technologie, et à l'unité entre les syndicats, car la fragmentation sape le mouvement syndical.

Le secrétaire général de la CSI-Afrique, Akhator Joel Odigie, a souligné que la décolonisation reste un projet inachevé, les systèmes politiques, économiques et environnementaux ne parvenant pas à répondre aux aspirations des travailleurs africains. Odigie a comparé l'urgence de la situation actuelle à un scénario de « grenouille en ébullition dont la température augmente sans cesse » (la grenouille se sentait à l'aise dans une température froide et ne remarquait pas que la chaleur augmentait progressivement jusqu'à ce qu'elle devienne trop chaude pour sauter et qu'elle soit cuite), appelant à une action immédiate pour éviter une nouvelle détérioration. Il a plaidé pour une stratégie renouvelée visant à construire des mouvements syndicaux forts capables de mobiliser les travailleurs, les personnes et les communautés pour faire avancer le programme de décolonisation de l'Afrique afin de garantir la réalisation des aspirations, des attentes et des désirs des travailleurs et des peuples africains pour une prospérité partagée, le développement et la justice sociale. Il a rappelé l'objectif de recruter et d'organiser quatre millions de nouveaux membres en quatre ans, en insistant sur la sincérité et l'utilisation de la technologie.

Martha Molema, la présidente de la CSI-Afrique, a dressé dans son discours d'ouverture un tableau des défis auxquels est confrontée la syndicalisation sur le marché du travail africain aujourd'hui.

La baisse de la densité syndicale, la diminution de l'emploi formel et la domination écrasante de l'économie informelle, entre autres, érodent le pouvoir des syndicats. Elle a réaffirmé la nécessité de la négociation collective comme moteur du changement, en particulier dans un continent où 85 % de la main-d'œuvre travaille dans le secteur informel. Elle a souligné

l'importance de syndiquer les travailleurs employés dans des conditions précaires, en particulier les travailleurs des plateformes de l'économie numérique. Molema a appelé à un engagement des jeunes travailleurs et des femmes dans les activités syndicales, soulignant que la lutte pour les droits des travailleurs est un impératif à la fois moral et pratique.

En conclusion, Martha Molema a réaffirmé l'engagement de la CSI-Afrique : l'organisation est la bouée de sauvetage des syndicats et la négociation collective est le moteur du changement. Le forum de Kigali marque le début d'un nouveau chapitre dans le mouvement syndical africain. Un chapitre où les travailleurs, formels et informels, jeunes et vieux, hommes et femmes, sont unis dans leur lutte pour la dignité, la justice et l'égalité sur le lieu de travail.

Principaux thèmes et discussions

Le forum a mis en lumière plusieurs défis cruciaux auxquels sont confrontés les syndicats africains :

1. Faible densité syndicale et fragmentation: la faible adhésion aux syndicats dans de nombreux secteurs et la faiblesse des stratégies pour s'engager dans l'économie informelle affaiblissent le pouvoir de négociation des syndicats.

2. Emploi précaire : l'essor du travail informel et de plateforme, caractérisé par des contrats à court terme, la précarisation et le manque de protection sociale, a érodé la sécurité des travailleurs et posé de plus grands défis aux syndicats sur la manière d'organiser ces catégories de travailleurs.

3. Sous-représentation des jeunes, des femmes et des travailleurs migrants : il existe une sous-représentation notable des jeunes et des femmes dans les syndicats, bien que ces groupes constituent une part importante de la main-d'œuvre. Le dividende démographique parle de la population jeune en plein essor en Afrique. Plus de 60 à 70 % ont moins de 35 ans. Nous constatons également une croissance constante des travailleurs migrants sur le continent africain et au-delà, en particulier ceux du Moyen-Orient qui sont en grande partie sans voix et sans représentation et qui souffrent de diverses violations flagrantes des droits de l'homme et du travail. Il est essentiel d'organiser ces catégories de travailleurs pour renforcer les rangs du mouvement syndical. Quelles sont les stratégies syndicales pour organiser les jeunes travailleurs ?

4. Pressions politiques et économiques : Les politiques néolibérales et la « **guerre juridique** » et les attaques contre les syndicats (Madagascar, Swaziland et Zimbabwe) (ITUC Global Rights Index) visant à décourager la syndicalisation, ainsi que la réticence des dirigeants politiques à ratifier les conventions internationales du travail, exacerbent la fragmentation syndicale et affaiblissent l'action collective.

Pour faire face à ces défis, des intervenants comme **Rose Omamo** (AUKMW, COTU-K, vice-présidente de la CSI Afrique et vice-présidente d'IndustriALL) et **Nazinigouba Kabore**, ancien secrétaire général de la Confédération syndicale burkinabè (CSB) et coordinateur régional adjoint de la Fédération internationale des transports (ITF) pour la CEDEAO et les pays francophones, ont appelé à des stratégies d'organisation innovantes, soulignant la nécessité pour les syndicats d'adopter de nouvelles méthodes, telles que l'organisation le long des chaînes d'approvisionnement et la négociation pour les travailleurs des économies de plateforme. Omamo a exhorté les syndicats à développer une gouvernance démocratique interne et à privilégier l'inclusion, en particulier pour les femmes, les jeunes et les travailleurs migrants.

Approches innovantes de l'organisation et de la négociation collective

Les intervenants ont discuté de l'importance de repenser les approches d'organisation traditionnelles. Pat Horn, qui a commencé à organiser les travailleurs informels pendant l'apartheid, a parlé de la façon dont les lois ont historiquement exclu les travailleurs de l'économie informelle. Elle a noté l'émergence du travail de plateforme dans des secteurs comme le transport et la livraison de nourriture, soulignant que même ces travailleurs peuvent être organisés grâce à des stratégies de négociation collective innovantes.

Todd Brogan (CSI) a souligné la décentralisation des lieux de travail et l'importance d'impliquer les travailleurs de plateforme dans les activités syndicales. Les travailleurs migrants et ceux qui travaillent dans des environnements isolés ou informels doivent être impliqués dans des efforts d'organisation créatifs, décentralisés et inclusifs. Les syndicats doivent être disposés et prêts à s'associer aux organisations de la société civile pour organiser les travailleurs informels, car plusieurs OSC progressistes sont proches et travaillent avec les organisations de l'économie informelle, en particulier les organisations de femmes.

Construire des syndicats plus forts

Le forum a reconnu que les syndicats doivent être forts, unifiés et proactifs pour défendre efficacement les intérêts des travailleurs. **Stephen Faulkner a appelé à une évaluation complète des syndicats africains**, reconnaissant leurs forces et leurs faiblesses tout en abordant les conditions de la classe ouvrière. Faulkner a souligné que sans pouvoir, les syndicats cesseront d'exister.

Il a également été discuté que les syndicats doivent envisager des moyens de participer à la politique et aux plateformes politiques où la création d'emplois est discutée pour rester pertinents.

Nos syndicats sont-ils vraiment démocratiques ? Un audit démocratique approfondi de nos organisations est nécessaire - en examinant qui participe aux assemblées générales et comment les décisions sont prises. Si nous ne répondons pas à ces préoccupations, les syndicats risquent de disparaître, car seul un mouvement ouvrier indépendant peut véritablement défendre les intérêts des travailleurs.

La démocratie participative est importante pour les syndicats. **Le Congrès du travail de la Sierra Leone** l'a démontré en engageant les communautés à protéger la démocratie, montrant que les syndicats peuvent être le fondement du changement démocratique. Pour nous construire et nous renforcer, les syndicats doivent devenir plus démocratiques en interne. Nous devons nous concentrer sur le développement d'alternatives à l'austérité et sur l'investissement dans les services publics, en particulier lorsque des ressources sont mises à disposition pour des priorités insensées comme les guerres.

Les syndicalistes ont fait des sacrifices considérables pour le mouvement et, même s'il peut être difficile d'affronter les critiques, ils doivent rester ouverts et responsables. Les dirigeants syndicaux ne doivent pas être sur la défensive, mais plutôt aller de l'avant avec transparence et un engagement envers le pouvoir des travailleurs.

Saliem Patel, de la Fédération internationale des associations d'éducation ouvrière (IFWEA), a souligné la nécessité. Il a appelé à la production massive d'éducateurs et de chercheurs ouvriers pour donner aux membres des syndicats les moyens d'agir grâce à la connaissance. Il a appelé à ce que l'éducation des travailleurs joue un rôle central dans le renforcement des syndicats, soulignant l'importance de créer des communautés de connaissances au sein des syndicats pour relever les défis complexes auxquels sont

confrontés les travailleurs dans le monde du travail et leurs perspectives d'inhibition à l'égard de leur adhésion aux syndicats.

L'avenir des droits des travailleurs en Afrique

Le forum s'est conclu par un appel clair à l'action. Les syndicats africains doivent ouvrir un nouveau chapitre en unissant et en organisant les travailleurs de tous les secteurs, en particulier dans l'économie informelle. Les dirigeants syndicaux ont reconnu la nécessité de stratégies innovantes pour s'adapter à la nature en évolution rapide du travail dans l'économie numérique. Ils ont réaffirmé leur engagement à améliorer les résultats des négociations collectives et à défendre les droits des travailleurs comme fondement de la justice sociale.

La privatisation des services publics pousse les travailleurs entre les mains de capitalistes privés qui ignorent souvent les droits des travailleurs. Cette tendance est particulièrement préoccupante pour les jeunes travailleurs impliqués dans des emplois numériques et basés sur des plateformes, où le travail virtuel domine la nouvelle économie.

En tant que dirigeants syndicaux, il est essentiel de réévaluer notre rôle et la raison d'être des syndicats. L'éducation des travailleurs doit être une priorité pour améliorer la compréhension de l'importance des syndicats et de leur rôle dans la protection des droits des travailleurs. Bien que les syndicats aient joué un rôle essentiel dans la lutte pour la démocratie pendant l'ère coloniale, leur importance a diminué, ce qui nécessite une attention renouvelée. Les syndicats doivent redéfinir leur rôle, en équilibrant le plaidoyer politique et l'action militante lorsque cela est nécessaire. L'organisation et la négociation collective restent des outils essentiels pour renforcer le pouvoir des travailleurs et protéger leurs droits.

En réponse, les participants ont souligné la nécessité de raviver l'esprit combatif des syndicats, notant que leur pertinence s'estompe. Il a été souligné que la prévalence croissante des contrats informels et le déclin de l'intérêt pour le syndicalisme, en particulier chez les jeunes travailleurs, sont assimilés à un « géant endormi ». Une forte réaffirmation des droits syndicaux en tant que droits humains et droits des femmes résonne fermement. Malheureusement, l'érosion des fonds de pension, de l'aide médicale, la persistance des salaires de misère et la remise en cause des droits de former et d'adhérer à des syndicats sont des défis en contradiction flagrante avec l'affirmation et la jouissance des droits humains des travailleurs. Les participants ont affirmé que l'engagement des syndicats dans la négociation collective doit changer de cap et inclure la lutte pour les prestations de retraite. Il est important que les syndicats élaborent des stratégies efficaces pour faire respecter les conventions collectives. Le développement de stratégies syndicales en matière d'organisation et de négociation collective peut être favorisé dans divers espaces de la CSI-Afrique tels que l'École du Nouvel An.

Les participants ont également souligné les défis législatifs qui entravent la syndicalisation du secteur public, appelant à une plus grande visibilité et à un engagement politique pour défendre les politiques syndicales. Il a été proposé que les syndicats envisagent d'utiliser les outils des médias sociaux pour atteindre un échantillon représentatif de diverses catégories de travailleurs dans le cadre de leurs efforts d'organisation et de mobilisation.

Jessie Chingoma, du Congrès des syndicats du Malawi, a souligné l'exploitation à laquelle sont confrontés les travailleurs de l'industrie du thé, troisième plus grande source de devises étrangères du Malawi. Elle a noté que malgré son importance économique, les travailleurs subissent des salaires de misère et que le travail des enfants reste un problème urgent.

Environ 40 000 petits exploitants agricoles possédant des parcelles familiales sont en concurrence avec les grandes plantations de thé, où le harcèlement sexuel et d'autres formes d'abus sont monnaie courante.

Si les salaires dans les plantations de thé sont supérieurs au salaire minimum, d'autres problèmes graves persistent, notamment la forte prévalence du VIH et du sida parmi les travailleurs. De nombreux employés sont soumis à des relations de travail précaires, la plupart travaillant de manière saisonnière ou à court terme, ce qui entraîne un manque de sécurité de l'emploi à long terme et une protection sociale inadéquate.

La représentante régionale de l'IBB Crecentia Mofokeng a appelé à élargir la négociation collective pour inclure les travailleurs migrants, les ouvriers du bâtiment et les travailleurs du secteur informel. Elle a souligné que la préparation, l'empressement et la solidarité transfrontalière sont essentiels pour réussir dans la négociation collective.

En conclusion, Kwasi Adu-Amankwah, ancien secrétaire général de la CSI-Afrique, a parlé de la nécessité et de l'urgence pour les syndicats africains de considérer l'unité et les fusions syndicales comme des outils pour faire progresser le pouvoir de la classe ouvrière. Il a rappelé et passé au crible l'histoire de l'unité des syndicats au Nigéria pour étayer son propos. Il a conclu que le Congrès du travail du Nigéria, l'une des centrales syndicales les plus importantes et les plus redoutables d'Afrique, a été créé en raison de la prise de conscience par les dirigeants syndicaux de l'époque de construire une organisation de travailleurs combattants pour faire progresser les droits et les intérêts des travailleurs nigériens.

Le camarade Kwasi a souligné la nécessité de promouvoir consciemment, véritablement et de manière collaborative l'unité et la fusion au niveau de l'entreprise, du secteur, du pays et du continent. En particulier pour le continent, il a affirmé que la situation dans laquelle existent deux organisations régionales avec 98% de membres en commun est comparable à un mouvement syndical unique avec un seul corps mais deux têtes, et qu'il est possible qu'elles évoluent, de manière évitable, dans des directions différentes et contraires. Il a exhorté les participants et les syndicats africains à repenser d'urgence la fragmentation évitable et inutile par le biais de fusions et d'approches d'unité d'action. Il a conclu en affirmant qu'un mouvement syndical bien organisé et uni est la dernière frontière du pouvoir des travailleurs en Afrique.

Jour 2 : Action, feuille de route et engagement

La deuxième journée du 1er Forum stratégique sur l'organisation syndicale et la négociation collective en Afrique a débuté par le rapport des activités et des résultats de la journée. Cinq représentants syndicaux choisis parmi les participants ont partagé leurs réflexions et leurs conclusions des discussions de la première journée.

Tous les intervenants ont hautement apprécié la clarté et la sincérité des discussions sur les questions relatives au déclin de la densité syndicale en Afrique, aux défis auxquels sont confrontés les syndicats pour s'organiser et négocier collectivement et au besoin crucial d'organiser les jeunes travailleurs, les femmes, les travailleurs de l'économie informelle et les travailleurs des plateformes de l'économie numérique qui émergent dans de nombreux secteurs en Afrique.

Les participants ont également apprécié et appris de l'histoire de l'unité syndicale au Nigéria partagée par Kwasi Adu Amankwa, ancien secrétaire général de la CSI-Afrique, qui est une source d'inspiration pour les syndicats des pays où l'unité syndicale est toujours un défi.

Le comité d'organisation de la CSI-Afrique rappelle les objectifs de la journée qui est axée sur l'élaboration d'un plan d'action clair et réaliste pour l'avenir de l'organisation et de la négociation collective en Afrique. Les participants ont été répartis en quatre (4) groupes dirigés par des facilitateurs expérimentés pour élaborer une feuille de route sur l'organisation basée sur les bonnes expériences et les connaissances partagées au cours de la première journée.

Recherche et collecte de données

- Utiliser les instituts de recherche des syndicats pour évaluer la main-d'œuvre potentielle pour l'organisation, les besoins et les services attendus par des groupes spécifiques de travailleurs ou de secteurs (économie formelle, économie informelle, travailleurs des plateformes numériques, jeunes et femmes).
- Collecte de données pour les groupes spécifiques afin de mener des actions stratégiques.
- Recherche sur les salaires décents sectoriels et nationaux pour éclairer les campagnes nationales sur les salaires décents et les négociations de conventions collectives.
- Recherche sur le déficit de protection sociale et de travail décent dans l'économie informelle et les travailleurs des plateformes numériques.

Éducation et formation

- Évaluation critique de ce qui existe actuellement.
- Identification des lacunes en matière d'éducation et des principaux facilitateurs.
- Renforcer ce qui existe actuellement en termes de programmes de formation et d'éducation.
- Nécessité d'être attentif à la mobilisation des ressources.
- Élaborer des programmes prioritaires et des plans de mise en œuvre.
- Formations sur les principales normes du travail applicables aux niveaux national et international.
- Formation en sécurité et santé au travail (SST) pour les travailleurs informels.
- Formation sur la protection sociale pour les travailleurs informels et les travailleurs migrants.
- Formation sur les techniques de négociation collective.
- Formation de la nouvelle génération d'organismes syndicaux.

Campagnes et communication

- Cartographier les secteurs et les zones de présence des travailleurs non syndiqués.

- Identifier les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs et concevoir un cadrage inclusif et large de ceux-ci pour inciter les travailleurs potentiels à lutter pour le changement.
- Améliorer la communication avec les membres et les structures du syndicat.
- Utilisation des médias sociaux appropriés pour l'éducation, l'information et la communication avec les membres.
- Utilisation efficace des plateformes de médias sociaux pour des campagnes d'éducation, de sensibilisation et de mobilisation sur les questions qui préoccupent les travailleurs.
- Campagnes sur l'inclusion des jeunes et des femmes dans les activités syndicales et les structures de prise de décision.
- Campagnes sur la ratification, l'application et l'exécution des conventions fondamentales de l'OIT et des conventions spécifiques sur la migration de main-d'œuvre, le travail domestique, la violence et le harcèlement et la discrimination dans le monde du travail.
- Soutenir la campagne pour obtenir des réformes progressistes du droit du travail afin de s'adapter à la situation actuelle et de supprimer les entraves et le rétrécissement des libertés civiles et des espaces de leur jouissance, en particulier la liberté d'association, de réunion et d'expression, le droit de grève, etc.
- Campagne pour la promotion de la recommandation 203 de l'OIT sur la protection du travail dans les zones de conflit et de la recommandation 204 sur la formalisation du travail informel.
- Intensifier le soutien solidaire aux syndicats dans les luttes/actions pour les droits humains et syndicaux ou les réponses aux problèmes émergents.
- Réunions de masse, rassemblements, déclarations et conférences de presse qui relient les syndicats, la population, les communautés et les rues pour des actions collectives en faveur du changement.
- Utilisation intensive de matériel de campagne (dépliants, brochures, livrets, produits dérivés, panneaux d'affichage, affiches, etc.)

Actions spécifiques ciblées pour l'économie informelle

- Cartographie des acteurs informels (identification, recensement, recrutement, syndicalisation) ;
- Elaboration d'un plan d'action pour l'organisation du secteur informel par pays
- Mise en place d'une plateforme nationale des syndicats pour soutenir l'organisation du secteur informel
- Renforcement des compétences et des capacités des travailleurs informels dans leurs domaines d'activité
- Elaboration de projets spécifiques pour soutenir les acteurs informels afin d'améliorer leurs conditions de vie et de travail (Activités Génératrices de Revenus, mutuelles de santé, coopératives, services d'épargne et de crédit, etc.)
- Négociation d'accords sectoriels pour les travailleurs du secteur informel
- Création d'un cadre de réflexion sur l'économie informelle (niveau national/niveau régional)
- Encouragement du partage d'expérience avec d'autres pays sur l'organisation du secteur informel.

Plan d'action pour renforcer le pouvoir des travailleurs au cours de notre vie

Domaine d'actions	Activités spécifiques et calendrier	Ressources et responsables	Résultats
<p>1. Opérationnaliser et institutionnaliser les campagnes d'organisation à travers l'Académie Africaine d'Organisation (AOA) en aidant les affiliés à accroître leur représentativité et leur impact de protection syndicale à travers des projets stratégiques d'organisation et de recrutement et un soutien notamment parmi les travailleurs précaires, temporaires, informels, vulnérables et des plateformes numériques.</p>	<p>Recherche et collecte de données (janvier à juin 2025)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les instituts de recherche des syndicats pour évaluer le potentiel de main-d'œuvre pour l'organisation, les besoins et les services attendus par des groupes spécifiques de travailleurs ou de secteurs (économie informelle, travailleurs des plateformes numériques, jeunes et femmes) - Collecte de données pour les groupes spécifiques afin de mener des actions stratégiques - Recherche sur les salaires décents sectoriels et nationaux pour éclairer les campagnes nationales sur les salaires décents et les négociations de conventions collectives - Recherche sur le déficit de protection sociale et de travail décent dans l'économie informelle et les travailleurs des plateformes numériques 	<p>Fonds des syndicats + OSS AKO + direction des syndicats</p>	<ul style="list-style-type: none"> - - 4 200 000 nouveaux membres syndicaux sont organisés d'ici 2027 (1 400 000 par an) - - 1 680 000 nouveaux membres cotisants aux syndicats d'ici 2027 (560 000 par an) - - 840 000 nouveaux membres cotisants à la CSI-Afrique d'ici 2027 (280 000 par an) - - Au moins 5 pays francophones ont adopté l'Unité d'action syndicale pour le travail décent - - - Au moins 15 syndicats s'organisent dans le secteur de l'économie informelle, la chaîne

Domaine d'actions	Activités spécifiques et calendrier	Ressources et responsables	Résultats
	<p>Éducation et formation (janvier 2025 à septembre 2027)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Évaluation critique de l'existant - Identification des lacunes en matière d'éducation et des principaux facilitateurs - Renforcement de l'existant en termes de programmes de formation et d'éducation - Élaboration de programmes prioritaires et de plans de mise en œuvre - Formations sur les normes clés du travail applicables aux niveaux national et international - Formation en SST pour les travailleurs informels - Formation sur la protection sociale pour les travailleurs informels et les travailleurs migrants - Formation sur les techniques de négociation collective 	<p>Fonds des syndicats + OSS AKO + direction des syndicats</p>	<p>de valeur des industries.</p> <ul style="list-style-type: none"> - - Au moins 5 réseaux d'entreprises sont fonctionnels en Afrique - - Au moins 500 nouveaux organisateurs ont été formés à de nouveaux moyens et outils d'organisation

Domaine d'actions	Activités spécifiques et calendrier	Ressources et responsables	Résultats
	<ul style="list-style-type: none"> - Formation de la nouvelle génération d'organismes syndicaux 		
<p>2. Aider les affiliés à créer ou à maintenir des espaces de négociation collective pour leurs membres et les industries/métiers ciblés, y compris l'expansion de la campagne Valorisation du travail des femmes à davantage de pays comme guide pour une négociation équitable entre les sexes.</p>	<p>Campagnes et communication</p> <ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la communication avec les membres et les structures du syndicat - Utilisation des médias sociaux appropriés pour l'éducation, l'information et la communication avec les membres - Utilisation efficace des plateformes de médias sociaux pour les campagnes sur les questions qui préoccupent les travailleurs - Campagnes sur l'inclusion des jeunes et des femmes dans les activités syndicales et les structures de prise de décision - Campagnes sur la ratification des conventions fondamentales de l'OIT et des conventions spécifiques sur la migration de main-d'œuvre, le travail 	<p>Fonds des syndicats + OSS AKO + direction des syndicats</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 300 nouvelles conventions collectives signées couvrant 10 000 000 de travailleurs. - Au moins 15 syndicats affiliés se concentrent sur l'organisation stratégique dans les secteurs de l'économie numérique (transports, plateformes de commerce en ligne, argent mobile, etc.) - Au moins 15 syndicats ont organisé des campagnes pour la

Domaine d'actions	Activités spécifiques et calendrier	Ressources et responsables	Résultats
	<p>domestique, la violence et le harcèlement et la discrimination dans le monde du travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Campagne pour la promotion de la recommandation 203 de l'OIT sur la protection du travail dans les zones de conflit et de la recommandation 204 sur la formalisation du travail informel - Campagne pour la réforme des législations du travail afin de les adapter à la situation actuelle - Intensifier le soutien solidaire aux syndicats dans la lutte/action pour les droits humains et syndicaux ou les réponses aux problèmes émergents. - Réunions de masse, rassemblements, déclarations et conférences de presse - Utilisation intensive de matériel de campagne (dépliants, brochures, livrets, marchandises, panneaux d'affichage, affiches, etc.) 		<p>démocratie, contre la corruption, les flux financiers illicites, le déficit des droits syndicaux et humains, la gestion des services</p>
<p>3. Mener des activités de recrutement, d'intégration et d'intégration des jeunes et des</p>	<p>Actions spécifiques pour l'économie informelle (janvier 2025 à septembre 2027)</p>	<p>Fonds des syndicats + OSS AKO + direction des syndicats</p>	<p>- Au moins 200 femmes dirigeantes sont formées et ont</p>

Domaine d'actions	Activités spécifiques et calendrier	Ressources et responsables	Résultats
<p>femmes travailleurs de l'économie informelle au niveau national et mener des campagnes pour encourager une plus grande participation des femmes aux rôles de direction et de prise de décision au sein des structures syndicales.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Cartographie des acteurs informels (identification, recensement, recrutement, syndicalisation) ; - Elaboration d'un plan d'action pour l'organisation du secteur informel par pays - Mise en place d'une plateforme nationale des syndicats pour soutenir l'organisation dans le secteur informel - Renforcement des compétences et des capacités des travailleurs informels dans leurs domaines d'activité - Elaboration de projets spécifiques pour soutenir les acteurs informels afin d'améliorer leurs conditions de vie et de travail (Activités Génératrices de Revenus, mutuelles de santé, coopératives, services d'épargne et de crédit, etc.) - Négociation d'accords sectoriels pour les travailleurs du secteur informel 		<p>la capacité de contribuer aux actions et à la gestion des syndicats</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au moins 200 jeunes sont formés et ont la capacité de contribuer aux actions et à la gestion des syndicats - Au moins 100 femmes et jeunes organisateurs ont été formés pour une campagne d'organisation efficace

Domaine d'actions	Activités spécifiques et calendrier	Ressources et responsables	Résultats
	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un cadre de réflexion sur l'économie informelle (niveau national/niveau régional) - Encouragement du partage d'expériences avec d'autres pays sur l'organisation dans le secteur informel - Formation au leadership féminin pour les femmes membres des comités - Formation des femmes et des jeunes organisateurs de l'économie informelle 		

Plan d'action pour renforcer le pouvoir des travailleurs au cours de notre vie 2025

Première année : 2025				
Objectif 1 : Organisation – Au moins doubler le nombre de membres de la CSI-Afrique d'ici 2027				
Action 1 : Campagne régionale sur l'organisation des travailleurs pour des accords plus solides				
Activités	Comment	Responsable	Période	Résultats

<p>Matériel pour les affiliés : Formulaire d'engagement et guide pour l'appel à l'action. Les affiliés doivent indiquer leurs engagements concernant les objectifs d'organisation et dans quel(s) secteur(s) et partager leur plan d'action</p> <p>Outil de sensibilisation et d'éducation sur les réseaux sociaux (vidéo en 10 à 20 langues africaines) ciblant le public et les membres potentiels des syndicats pour connaître et apprécier les rôles, la pertinence et l'essence de l'organisation syndicale et appeler à y adhérer.</p>	<p>Formulaire d'engagement et guide de l'appel à l'action prêts à être distribués aux membres actuels (en ANGLAIS et en FRANÇAIS)</p> <p>Vidéos animées développées dans différentes langues africaines (10 à 20)</p>	<p>CSI-Afrique, soutenue par les FSI, CSI</p> <p>CSI-Afrique, FSI, CSI, Affiliés</p>	<p>Janvier 2025</p> <p>Mars – Mai 2025</p>	<p>Des outils sont envoyés aux affiliés pour indiquer leur engagement à organiser des cibles/campagnes</p> <p>Le public et les membres potentiels ont développé une vision/compréhension positive des syndicats/affiliés, sécurisant ainsi les circonscriptions/travailleurs de recrutement cartographiés.</p>
<p>Appel à l'action de la CSI Afrique, soutenu par les FSI, pour s'engager à organiser</p>	<p>Plan d'action de la CSI Afrique : réunion en ligne pour présenter le plan d'action</p>	<p>La CSI Afrique, soutenue par les FSI</p>	<p>Février 2025</p>	<p>Tous les affiliés, les FSI et les OSC ont assisté à la réunion</p>

des objectifs pour des accords plus solides	<p>2025-2027 aux affiliés, aux FSI et aux OSC</p> <p>La CSI Afrique va envoyer une lettre, des notes d'orientation et un modèle à tous les affiliés</p> <p>Le Conseil général de la CSI Afrique adopte un plan d'action et partage officiellement son appel à l'action</p>	<p>CSI Afrique</p> <p>CSI Afrique</p>	<p>Février 2025</p> <p>Février 2025</p>	<p>Au moins 25 affiliés se sont engagés à atteindre des objectifs d'organisation (réalistes) et à mettre en place un plan d'action national d'organisation d'ici avril 2025.</p> <p>25 affiliés ont organisé un minimum de 25 000 nouveaux membres d'ici le 10 décembre 2025</p>
Appel à l'action de la CSI Afrique, soutenu par les FSI, pour s'engager à organiser des objectifs pour des accords plus solides	La CSI Afrique et les FSI doivent promouvoir l'appel à l'action lors de toutes les réunions clés des syndicats avec les affiliés et dans les communications avec les affiliés afin d'inciter en permanence les affiliés à s'engager à organiser des objectifs	La CSI Afrique + FSI	Février à octobre 2025	Agenda avec réunions clés pour promouvoir l'appel à l'action et générer une réponse maximale des affiliés pour s'engager à organiser des objectifs/plans d'action

	Partager régulièrement les mises à jour de la campagne avec les affiliés via un outil de médias sociaux			
Consultations avec les affiliés	<p>La CSI Afrique et en coordination avec la CSI et les FSI/alliés planifient des consultations avec ceux qui se sont engagés à atteindre des objectifs/organiser des plans d'action pour :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) identifier les besoins de soutien et de mise en réseau, 2) documenter les études de cas/bonnes pratiques, 3) suivre et évaluer les progrès 	La CSI Afrique, soutenue par la CSI	<p>Avril – Mai</p> <p>Formation en ligne axée sur des groupes spécifiques de travailleurs pour élaborer des plans d'organisation stratégiques dans un certain nombre de pays</p> <p>Septembre - octobre</p> <p>Formation en ligne pour les organisateurs de travailleurs informels dans certains pays</p>	<p>Au moins 25 organisateurs de travail de plateforme de 6 pays ont été formés et partagent leur expérience à travers des réseaux établis</p> <p>Au moins 25 organisateurs de travailleurs informels ont été formés en ligne, des points focaux nationaux et des réseaux ont été établis par pays et des campagnes de syndicalisation ont été mises en œuvre.</p>

<p>Suivi des progrès</p> <p>Bilan annuel et rapport d'étape, et plan d'action 2026</p>	<p>Visites/réunions de suivi en ligne ou en personne : pour partager des mises à jour, des histoires inspirantes, des défis à relever et des bonnes pratiques en matière d'organisation des travailleurs, les jeunes travailleurs pour apporter leurs points de vue, les histoires des travailleurs.</p> <p>Préparer un plan et un processus pour recueillir les informations nécessaires à la rédaction du rapport d'évaluation et d'avancement – recueillir les contributions pour le plan d'action 2026</p>	<p>La CSI Afrique, soutenue par les FSI et les réseaux de femmes et de jeunes</p> <p>Groupe de coordination CSI Afrique / FSI - soutenu par la CSI</p>	<p>Mensuel de mars à novembre 2025</p> <p>Novembre</p>	<p>Au moins 5 visites de suivi en personne ou réunions en ligne ont été organisées pour partager les bonnes pratiques en matière d'organisation.</p> <p>Bilan et rapport d'étape Contributions au plan d'action 2026</p>
<p>Action 2 : Campagne régionale sur l'organisation de groupes spécifiques (plateformes et travailleurs informels)</p>				
<p>Activités</p>	<p>Comment</p>	<p>Responsable</p>	<p>Période</p>	<p>Résultats</p>

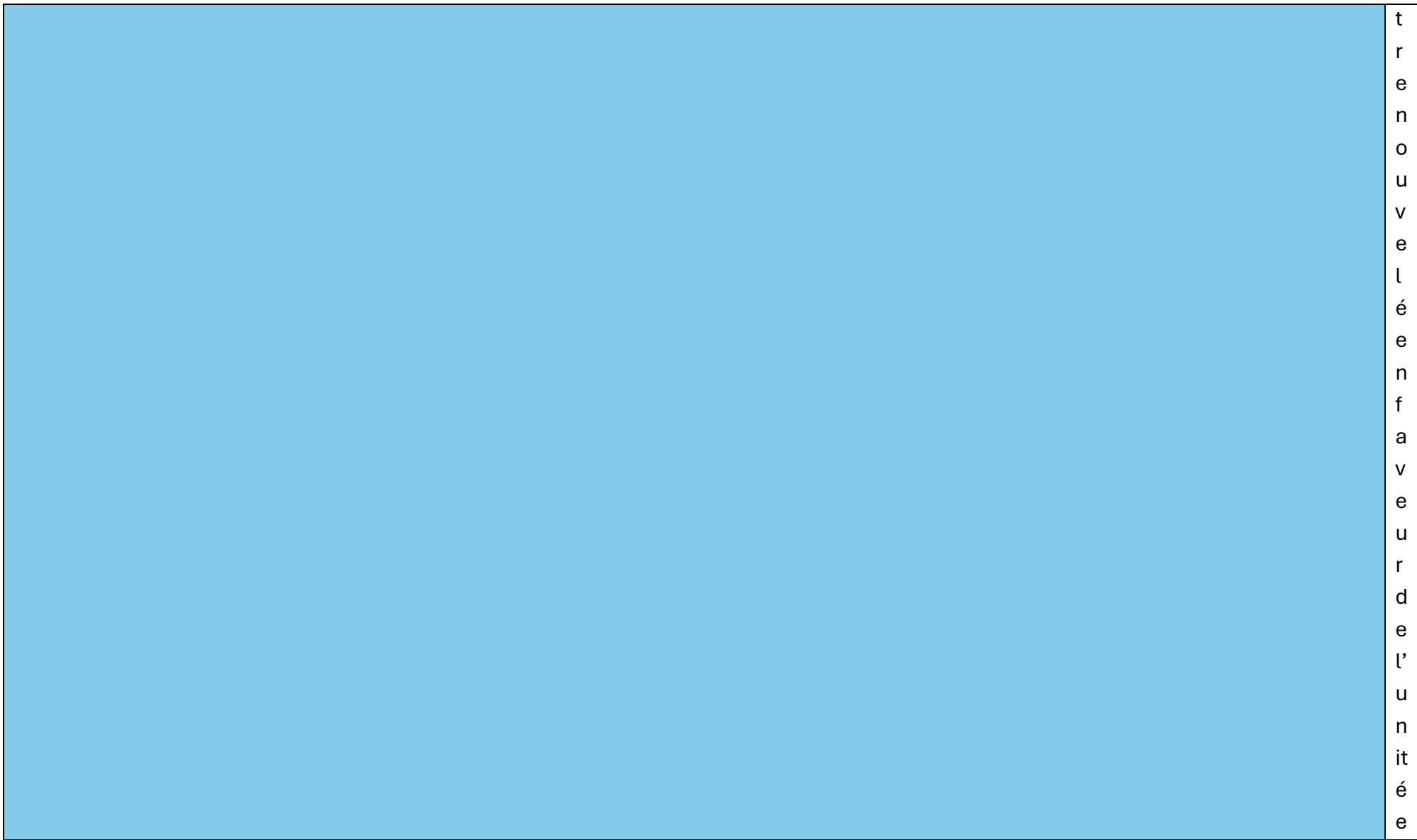
<p>Académie sous-régionale d'organisation des travailleurs des plateformes</p>	<p>Atelier sous-régional sur l'économie des plateformes comme voie à suivre après la CIT (Nigeria, Ghana, Kenya, Tanzanie, Ouganda, Afrique du Sud, Sénégal et Côte d'Ivoire)</p>	<p>La CSI Afrique, soutenue par les FSI et les OSC + la CSI</p>	<p>Avril – Mai 2025</p>	<p>Au moins 25 organisateurs de l'économie de plateforme ont acquis des compétences en matière d'organisation de réseautage et de campagnes</p>
<p>Forum stratégique d'organisation des travailleurs des plateformes après la CIT sur l'économie des plateformes</p>		<p>La CSI Afrique, soutenue par les FSI et les OSC + la CSI</p>	<p>Octobre 2025</p>	<p>Au moins 5 affiliés ont lancé une campagne d'organisation efficace dans l'économie de plateforme</p>
<p>Académie régionale d'organisation des jeunes travailleurs (hommes et femmes) au cours de la conférence régionale des jeunes.</p>	<p>Campagnes d'organisation dédiées à définir avec le Comité des Femmes et le Comité des Jeunes / lors de la Conférence des Jeunes</p>	<p>Réunion du Comité des femmes – ou développement des résultats de la Conférence des femmes.</p> <p>Réunion du Comité des jeunes ou développement d'une campagne menée par des</p>	<p>Mars-Avril 2025</p>	<p>Au moins 25 jeunes organisateurs ont été formés et engagés dans des campagnes d'organisation</p>

		jeunes lors de la Conférence des jeunes début 2025		
Action 3 : Renforcer la capacité des syndicats à organiser des campagnes				
Activités	Comment	Responsable	Période	Résultats
Ateliers de renforcement des capacités	Ateliers de formation pour les organisateurs de 10 organisations affiliées – focus sur les travailleurs des plateformes, l'économie informelle (Sénégal, Bénin, Guinée, Togo, Cameroun, Nigéria, Ghana, Kenya, Tanzanie et Ouganda)	Académie d'organisation africaine, soutenue par le GOA, les FSI, les OSC et les OSS	Mars – décembre 2025	Au moins 25 organisateurs sont formés et des conseils de suivi pour le plan de campagne sont fournis.
Répondre aux problématiques des jeunes et des travailleurs et à leur implication syndicale (adhésion et participation).	Conférence continentale de la jeunesse « La situation socio-économique et politique africaine en Afrique : les réponses des jeunes et de leurs organisations syndicales »	CSI-Afrique, FSI, CSI, OSC, OIT/ACTRAV	Mars/Avril 2025	Le nombre de jeunes organisateurs nationaux a augmenté. Les questions relatives à la jeunesse et aux questions socio-économiques sont suivies et intégrées dans les politiques et programmes nationaux de réponse.
Matériel pédagogique et de formation	Évaluer les documents disponibles et les partager	La CSI Afrique, soutenue par les	Mars – décembre 2025	Plusieurs documents pédagogiques ont été partagés aux affiliés qui les

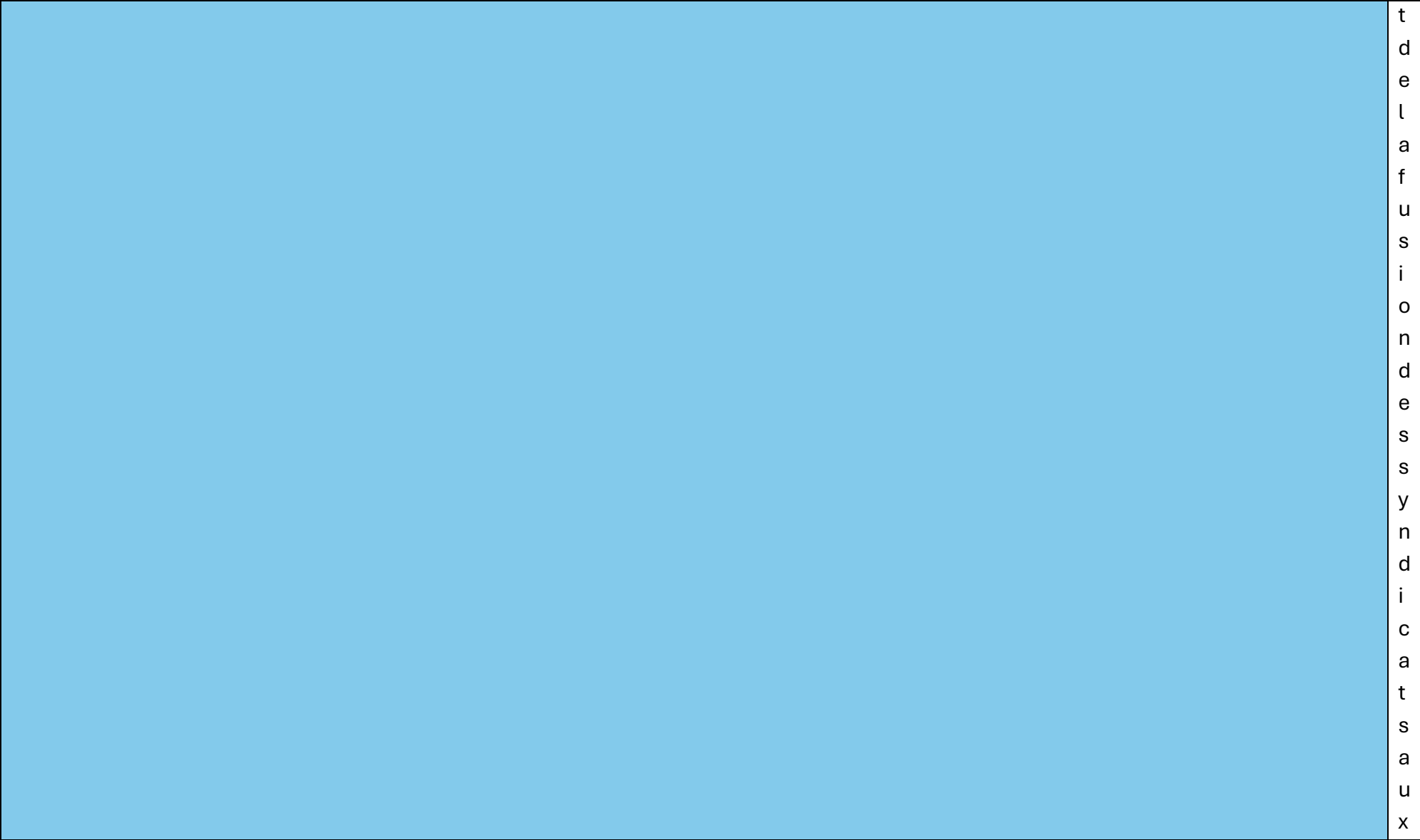
	<p>avec les affiliés de manière accessible (pour définir les meilleures façons de procéder)</p> <p>Identifier les lacunes en vue de développer des documents supplémentaires</p> <p>Rendre les outils existants accessibles aux affiliés</p>	<p>FSI et les OSS + la CSI</p>		<p>utilisent pour les formations de leurs membres</p>
--	--	--------------------------------	--	---

Action 4 : Engagement renouvelé en faveur de l'unité et de la fusion des syndicats aux niveaux national et continental

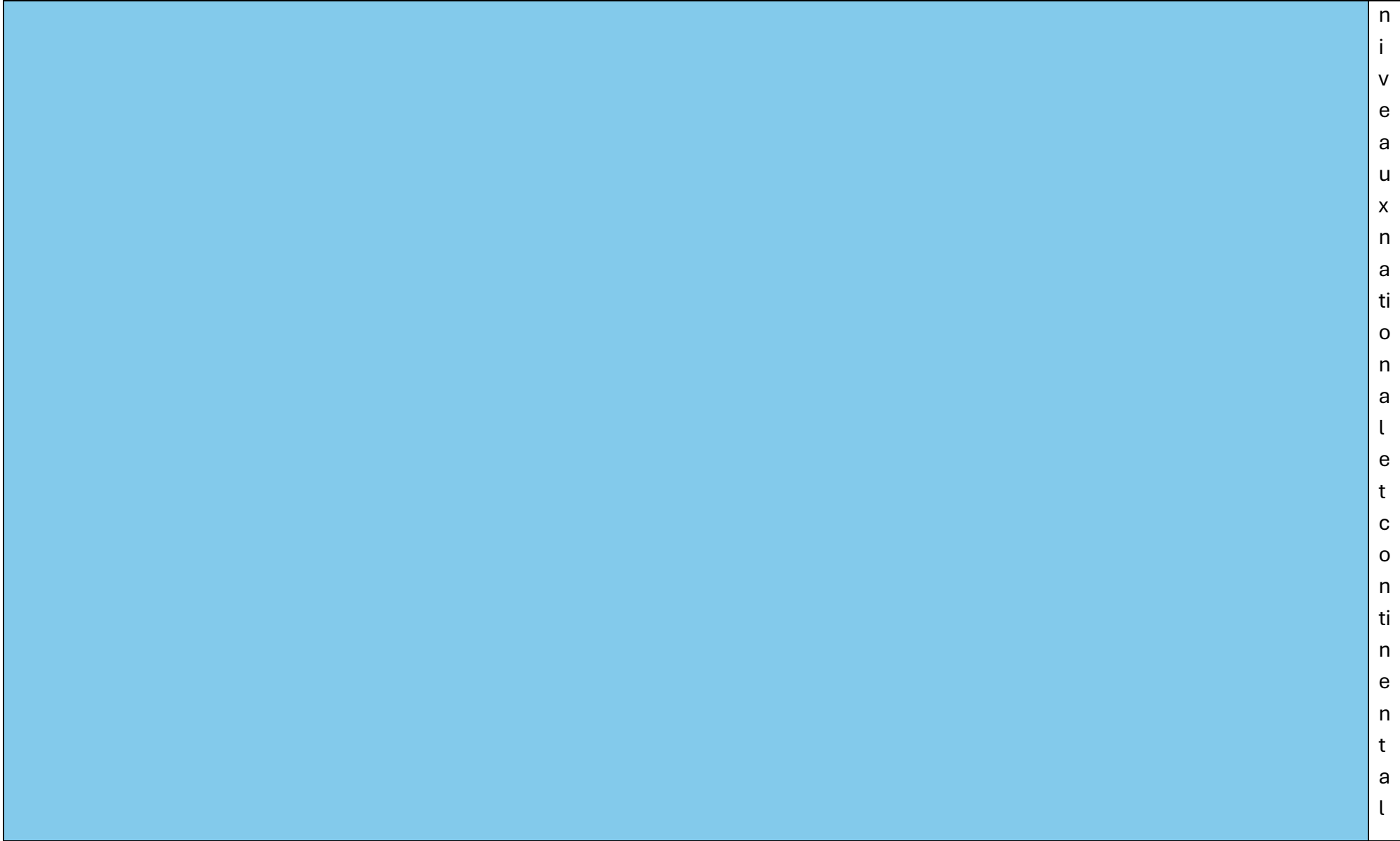
A
c
t
i
o
n
4
:
E
n
g
a
g
e
m
e
n



t
r
e
n
o
u
v
e
l
é
e
n
f
a
v
e
u
r
d
e
l'
u
n
i
t
é
e



t
d
e
l
a
f
u
s
i
o
n
d
e
s
s
y
n
d
i
c
a
t
s
a
u
x



n
i
v
e
a
u
x
n
a
t
i
o
n
a
l
e
t
c
o
n
t
i
n
e
n
t
a
l

Activités	Comment	Responsable	Période	Résultats
<p>Donner une expression/un engagement véritable et soutenir la force des syndicats par l'unité d'action et les fusions.</p>	<p>Compiler et diffuser des histoires de fusions réussies ; identifier et soutenir les affiliés désireux de participer à des processus de fusion nationaux ; poursuivre l'éducation et la pertinence pour assurer une voix et une représentation syndicales fortes, unies et influentes sur le continent.</p>	<p>Affiliés, CSI-Afrique, FSI, OSS</p>	<p>Mars 2025- Novembre 2027</p>	<p>Au moins 10 fusions au niveau sectoriel/d'entreprise ; cinq fusions au niveau national et une au niveau continental.</p>